

I. Documents complémentaires

Intervention de M. Löwenstein sur la politique de développement de l'agriculture biologique en République Fédérale d'Allemagne dans le cadre du Séminaire International 2006 de l'Agence BIO

Mesdames et Messieurs

Je vous remercie de m'avoir invité à participer à ce séminaire ici à Paris.
C'est un grand honneur pour moi de pouvoir parler aujourd'hui de la politique de développement de l'agriculture biologique en Allemagne.

L'agriculture biologique acquiert une importance de plus en plus grande en Allemagne.
Avec à peu près 811 000 ha de surface agricole utile dans 16 800 exploitations, elle représente actuellement **4,8 %** de l'agriculture allemande.
La vente totale des produits bio a atteint les 4 Milliards d'Euro - c'est à peu près 2,4% du marché alimentaire.

Ces chiffres semblent indiquer que jusqu'à présent ce marché et cette branche de l'agriculture n'ont pas encore quitté la petite niche où se rencontrent quelques paysans un peu drôles avec quelques consommateurs bien aisés. Mais si on veut comprendre la vraie importance de l'agriculture biologique dans mon pays, il faut regarder un peu plus en détail.

D'abord il y a d'autres chiffres à mentionner:

Il n'y a que 2 % des consommateurs qui déclarent se nourrir uniquement des produits issus de l'agriculture biologique. 10% les achètent régulièrement - mais seulement une partie de leurs achats, 60% rarement et qu'environ 25% déclarent ne jamais acheter des vivres bio.

Dans la branche entière - j'y inclus les paysans, les préparateurs et les distributeurs - on parle de 150 000 emplois.

Mais ce qui importe beaucoup plus, c'est la dynamique de ces chiffres.

Dans les derniers dix ans nous avons vu une augmentation de la surface bio de 350 000 ha à 811 000 ha, donc 225% En même temps, le marché c'est agrandi énormément. Le premier saut a eu lieu en 2001, après la première vache folle découverte en Allemagne. Les taux de croissance au-delà de 20% étaient assez difficiles à maîtriser. Tous les experts étaient convaincus : dès que la raison allait gagner sur la panique des consommateurs, cet agrandissement du marché allait s'ébranler.

Ce moment semblait être venu en juin 2002. Un pesticide interdit depuis longtemps dans l'agriculture conventionnelle se manifestait dans des produits de viande de poule biologique. Les deux semaines avant que la source n'ait été découverte ont été un cauchemar pour le secteur. D'autant plus qu'il devenait évident que la contamination avait été trouvée bien avant sans qu'on ait réalisé la portée de cette découverte. Les manchettes négatives et les commentaires méchants dominaient les journaux et les émissions à travers le pays entier. Et en effet, le marché en souffrit pas mal. Les chiffres des ventes fléchissaient. Mais - à la surprise de tout le monde, elles reprenaient vite et se stabilisaient bientôt sur le haut niveau atteint après la crise de la vache folle.

Pour à peu près une période de 18 mois la dynamique semblait être paralysée.

A partir de la deuxième moitié de l'année 2004 quelque chose de très étonnant se produisit : dans un moment où la situation économique générale dans le pays s'aggravait, où le chômage augmentait d'une façon inquiétante et où les allemands s'engageaient de plus en plus dans le sport de trouver la plus belle occasion et où les grands supermarchés augmentaient leurs ventes uniquement en baissant leurs prix - c'est dans cette situation que les ventes bio recommencèrent à monter. Très vite une expansion de 15% et plus s'établit. Jusqu'à aujourd'hui ce développement continue et se renforce.

Il est accompagné par quelque chose, qui est devenu rare ces temps-ci : grâce au succès des entreprises de préparation, de l'agrandissement des magasins bio et également à l'augmentation des exploitations bio, le secteur a réussi à créer des emplois. La moitié des 150 000 emplois dans notre branche s'est produit comme je disais au cours de ces dix dernières années !

Quelle est la cause d'un tel développement ?

Avant de vous en donner la réponse, il faut que je vous explique un peu la situation spécifique du monde « Bio » en Allemagne :

Les Paysans

La plupart des paysans bio allemands sont membres d'une des associations d'agriculture biologique. La plus vieille, Demeter, date déjà de 1924, et rassemble les paysans biodynamiques. Toutes les autres organisations, Bioland, Naturland, Biokreis, Gää, Biopark et Ecoland ont été fondées bien après la guerre, GÄA et Biopark dans les Länder de l'ancienne Allemagne de l'Est.

Comme dans la plupart des autres pays européens ce sont ces organismes privés qui ont défini et développé l'agriculture biologique. Ce sont eux qui ont créé les cahiers des charges nécessaires pour donner une orientation aux producteurs et aux consommateurs. Ce sont eux qui se sont engagés sur le plan scientifique pour améliorer la technologie de cette forme d'agriculture et ce sont eux qui ont commencé à établir un marché au-delà de la vente directe des paysans.

Leurs sigles sont devenus des facteurs importants dans le marché allemand, mais aussi dans d'autres pays. Ils ne montrent pas seulement le groupement de paysans dans le cadre des associations, mais ils indiquent aussi une qualité définie par des réglementations dépassant celle de la Communauté européenne. Ceci concerne par exemple l'obligation de convertir une ferme entière, sans permettre qu'une partie des champs ou bien de la production animale reste conventionnelle. Un autre exemple est l'obligation de produire au minimum 50% des aliments du bétail sur la ferme et de fournir 100% d'aliments bio aux ruminants.

En 1988, ces associations - alors uniquement en Allemagne de l'Ouest - se sont associées dans la "Arbeitsgemeinschaft Ökologischer Landbau" (association de l'agriculture biologique). Sa tâche était surtout de créer une directive obligatoire pour tout le secteur - c'était, bien sûr, avant qu'une législation sur l'agriculture biologique existe au niveau national ou au niveau européen. Ainsi on voulait affronter la désorientation d'un nombre de plus en plus grand de consommateurs, tout en combattant un nombre également croissant de faussaires qui offraient des produits conventionnels prétendant que c'était une sorte de bio.

En même temps le AGÖL servait comme instrument commun pour gagner de l'influence sur la politique agricole, qui commençait s'intéresser à la production bio.

Les plus grandes des associations offrent un service conseil pour leurs membres et pour des paysans intéressés par une conversion. Ils ont organisé plusieurs groupements pour la commercialisation des matières premières agricoles.

Ils sont financés et par les cotisations et par les licences payées par les préparateurs utilisant leurs sigles. Selon les Bundesländer, leurs sous-unités régionales reçoivent des subsides publics ou bien pour des projets isolés définis ou bien pour leurs activités de vulgarisation agricole.

Les préparateurs

Plus le marché bio s'est développé, plus on a vu naître des entreprises spécialisées dans les produits bio ou bien qui, à côté de leurs produits conventionnels, s'engageaient aussi sur ce marché. Assez souvent ? une entreprise entre avec un nombre limité de produits bio pour l'augmenter dans la mesure où leurs

consommateurs acceptent la qualité et le prix. Un bon exemple est la "Hofpfisterei München" une grande boulangerie de Munich avec une longue tradition. En 1982, ils produisaient leur premier pain Bio, luttant en même temps avec les difficultés de travailler avec une farine ayant une qualité inhabituelle et sans additifs et avec des problèmes d'approvisionnement en céréales, car il n'y avait pas encore suffisamment de paysans bio. D'année en année, ils convertirent une autre variété de pain. Mais ce n'est qu'en 1994 qu'ils réussirent à compléter leur conversion. Aujourd'hui, ils couvrent 30% du marché de pain à Munich et ils panifient 14 000 tonnes de céréales par année - ce qui représente bien au-delà de 3 500 ha de terre arable !

Un autre exemple : La laiterie Söbbeke en Westphalie. C'est en 1988 qu'ils ont commencé à collecter le lait de quelques paysans bio dans leur région et à le transformer en yaourt, fromage blanc et lait entier.

Dans la mesure où ces produits étaient demandés ils étaient obligés de trouver des nouveaux fournisseurs de lait et ne les trouvaient que très loin de leur emplacement tout en acceptant des coûts de couverture très élevés. Depuis 2003, ils ont réussi à ne produire que des produits bio - au total ils transforment 35 M kg de lait d'à peu près 160 paysans bio avec 5 000 vaches - entre autres en 6,5 M bouteilles de lait, en 6,2 M verres de yaourt et 400 tonnes de fromage. Ils sont la première et unique laiterie en Allemagne qui a atteint les 100% Bio... !

Je pourrais vous donner maints autres exemples, dont quelques uns avec une histoire assez intéressante et singulière qui commence avec une petite boîte quelque part en province et qui finit par une grande entreprise, très professionnelle donnant de l'emploi à des centaines de personnes. Très souvent, d'ailleurs, c'est une femme qui a motivé son mari et toute la famille à s'engager sur le chemin du Bio...

Actuellement nous avons en Allemagne 3 655 entreprises qui produisent des aliments biologiques, 2 292 paysans qui sont inscrits pour le contrôle de transformation et 370 importateurs. Je n'ai pas des chiffres exacts, mais on peut estimer que ces chiffres incluent :

800 - 900	boulangeries
20	laiteries,
450	laiteries artisanales - une sorte d'entreprise qui n'existait pratiquement pas avant le développement du marché bio
300-400	bouchers

Il est intéressant d'ailleurs que la moitié de toutes les entreprises de transformation bio se trouvent en France et en Allemagne.

A peu près 1 400 des ces entreprises utilisent le sigle d'une des associations de l'agriculture biologique que j'ai décrites tout à l'heure.

Les plus importantes entreprises se sont organisées depuis deux ans dans une association qui s'appelle Association Oekologische Lebensmittelhersteller (AOEL). Actuellement elle comprend 56 membres qui représentent environ 40% du chiffre d'affaires de cette branche. Elle veut promouvoir le développement de l'agriculture biologique et plus spécifiquement la production de vivres biologiques. Elle s'engage pour la solution de problèmes techniques dans la transformation et entreprend des efforts coordonnés pour le développement du marché.

Les Distributeurs

Contrairement à la plupart des autres pays les magasins spéciaux d'alimentation naturelle forment la colonne vertébrale du marché bio.

Malgré le fait qu'aussi en Allemagne les supermarchés soient en train de gagner des parts du marché, ils en n'ont guère dépassé un tiers. Le gros des ventes se fait toujours chez les paysans, chez les boulangers, les bouchers et les magasins spécialisés.

A l'intérieur de ce dernier groupe pourtant on observe un changement important : non seulement s'agrandissent les surfaces des magasins individuels, mais aussi, ces dernières années on voit un nouveau type de magasin conquérir des parts du marché en grande vitesse : les bio-supermarchés. Il y a actuellement environ 300 magasins avec une surface moyenne de 500 m², appartenant à environ 20 entreprises différentes. Leurs CA croît de 20% de chiffre d'affaires chaque année et en moyenne chaque semaine un nouveau bio-supermarché ouvre quelque part en Allemagne. Il est évident qu'une disponibilité de produits bio tellement agrandie contribue décisivement au développement de la demande.

Pour les paysans Bio il est un facteur très important de pouvoir compter sur un secteur d'alimentation naturelle fort et professionnel.

Récemment une des plus grandes chaînes de supermarchés en Allemagne - le groupe Lidl und Schwarz, avec 17 Milliards de chiffre d'affaires, le troisième des 6 chaînes les plus importants - vient d'annoncer qu'il veut atteindre un taux de 20% de produits bio. Ce qui signifiait - comparé aux chiffres actuels - 85% du marché.

Malgré la satisfaction qu'un tel acteur se décide à pousser notre marché, il faut constater qu'une telle concentration ne serait pas du tout dans l'intérêt du secteur biologique. Non seulement il me donne des frissons d'imaginer qu'une telle entreprise dicte les prix pour les producteurs agricoles. Il faut également se rendre compte, que ce ne seront pas ces partenaires là qui prendront notre partie dans les temps mauvais....

Il y a trois associations bio au niveau des distributeurs : La très vieille association des "Reformhäuser", un mouvement qui date du premier quart du dernier siècle, dont des membres sont 2 700 magasins.

Le "Bundesverband Naturkost Naturwaren" englobe 60 grandes entreprises de distribution en gros, d'importateurs et également de transformateurs.

Dernièrement les Bio-supermarchés se sont également associés pour mieux pouvoir prendre fait et cause pour leurs intérêts spécifiques.

Depuis Juin 2002, toutes les associations mentionnées de producteurs, des préparateurs et de distributeurs se sont groupées dans une association interprofessionnelle, le Bund Ökologische Lebensmittelwirtschaft (BÖLW), dont j'ai l'honneur d'être le président. Notre première tâche consiste à défendre les intérêts politiques de la branche dans la société allemande et auprès de la Communauté européenne (ou contre cette dernière si besoin).

Le rôle de la politique

Ma tâche dans ce séminaire était de vous parler de la politique de développement de notre l'agriculture biologique. Pourquoi vous ai-je parlé autant du secteur privé au lieu de parler de la politique ?

C'est, parce que c'est l'engagement du secteur même qui a influencé le plus ce développement dont on peut voir des fruits tellement impressionnants ces jours-ci.

Néanmoins, il est évident que la politique exerce aussi une influence importante sur l'agriculture biologique. Elle a commencé au plus tard en 1990 quand la CE a édicté le décret sur l'agriculture

biologique et quand les états ont financé des programmes agro-environnementaux dont l'aide à l'agriculture bio faisait partie.

A cette époque la préoccupation des politiciens était de diminuer les excédents de la production agricole. Ce n'est que plus tard qu'on a réalisé de plus en plus les avantages que cette forme d'agriculture apporte à l'environnement, qu'elle est capable de fournir des aliments de haute qualité, qu'elle évite des effets négatifs qui sont liés à l'application de produits chimiques dans la nature et sur nos aliments et qu'elle est même en mesure de créer des emplois qu'une agriculture et une industrie alimentaire, qui cherche à produire le meilleur marché possible.

C'est dans la crise de la vache folle que les politiques - et la société - se sont rendus à la raison que des nouveaux sentiers pour une politique agricole durable devraient être découverts. Le gouvernement - en personne de Mme Renate Künast - décida qu'il vaudrait la peine de promouvoir le développement de l'agriculture biologique afin d'atteindre une série de buts de la société. La ministre annonçait le but d'augmenter l'agriculture biologique à 20% jusqu'en 2010. Elle prit deux mesures importantes :

1) Le « Bio-Siegel »

En Allemagne jusque là nous n'avions pas de logo unique pour les produits biologiques. Le logo européen étant peu attractif et donc peu utilisé. Les consommateurs se perdaient parmi une multitude de marques et de logos. Seul ceux qui s'y connaissaient très bien et avaient des lunettes pour lire assez bien, s'orientaient à l'aide du numéro de contrôle imprimé sur les étiquettes derrière les produits. Les efforts du secteur privé pour créer un sigle uniforme avaient échoué par manque de finances pour le faire connaître aux consommateurs.

La première mesure du Ministère était donc la création d'un tel logo: le "Bio-Siegel". Soutenu par un très grand intérêt des médias et une campagne d'information de 7,5 millions d'euros pendant une demi-année en 2002. Aussi toutes les autres mesures dont je parlerai tout de suite étaient liées au Bio-Siegel. Tout de même cela reste un budget assez modeste comparé à ce que l'industrie est prête à investir pour le lancement d'une nouvelle marque. Deux effets étaient nécessaires pour un succès du nouveau sigle : le grand intérêt des médias et la disposition des producteurs d'aliments bio placer vite le Bio-Siegel sur leurs produits. Et effectivement, le sigle se répandit à une vitesse étonnante. En moyenne chaque mois 29 nouvelles entreprises annonçaient l'utilisation du logo et 600 nouveaux produits commençaient à le porter. Aujourd'hui plus de 1 500 entreprises l'utilisent sur 30 000 différents produits !

Bien sûr, l'utilisation gratuite contribuait à ce succès - comme le fait qu'aucune certification additionnelle aux exigences de la législation européenne n'était demandée. Ce dernier était sujet de pas mal de discussions entre les acteurs de la branche. Il y en avait qui proposaient d'exiger au moins quelques conditions supplémentaires comme la conversion de la ferme entière pour mieux protéger un marché où la plupart des paysans observent les normes plus sévères, propres à leurs associations. Bien que le droit européen ne permette pas d'exclure des produits étrangers par un tel logo public, cela aurait permis de diminuer la concurrence au détriment des producteurs allemands.

Mme Künast s'est opposée à cette position, surtout à cause des menaces des distributeurs de ne pas utiliser le logo s'il allait être lié avec des exigences supplémentaires.

Vu d'aujourd'hui, il est difficile à dire si la concurrence augmentée de produits d'importation et si les problèmes des paysans ne touchant pas des prix satisfaisants ont été augmentés par le Bio-Siegel - comme certains le disent - ou bien si au contraire le Bio-Siegel a contribué d'une façon importante à l'agrandissement du marché et à ainsi aidé à stabiliser notre marché qui commence à augmenter les prix ces derniers mois.

Programme fédéral allemand pour l'agriculture biologique

La deuxième mesure entreprise par le ministère Künast était de créer en 2002 un programme fédéral pour la promotion de l'agriculture biologique. Elle réussit à convaincre le Ministre des finances d'accorder 70 millions d'Euro pour deux années.

La genèse de ce programme mérite de l'attention : on a chargé un petit groupe de 5 personnes - 3 scientifiques et 2 représentants des associations bio - d'écrire ce programme. Le groupe d'abord a convoqué un séminaire avec une cinquantaine de représentants de chaque profession de la branche - du paysan au distributeur, du consommateur jusqu'au fonctionnaire des autorités compétentes pour l'agriculture bio - et d'autres savants de différentes institutions. Pendant deux jours on a fait l'inventaire des freins au développement de l'agriculture biologique. C'est à partir du catalogue dressé par ce séminaire que le groupe de travail a défini des actions précises pour lever ces freins. Le programme a été présenté au Ministre et fut immédiatement accepté. Je ne sais pas, s'il y a beaucoup d'exemples, où nos autorités aient tellement pris au sérieux la compétence des acteurs d'un secteur! Très vite le Ministère créa un bureau chargé uniquement de la mise en œuvre du programme

Le but prioritaire du programme était d'améliorer les conditions générales pour une expansion de l'agriculture bio, qui devrait être durable et bien équilibrée entre l'offre et la demande. On nommait comme justification d'y investir des moyens publics :

- le fait que l'agriculture biologique entraîne plus d'effets externes positifs que l'agriculture conventionnelle,
- la conviction qu'une société se soit mieux armée contre les risques du développement technique dans l'agriculture conventionnelle quand elle permet à l'agriculture biologique de se déployer suffisamment,
- qu'un secteur de taille assez limité doit être assisté pour atteindre une ampleur suffisante pour pouvoir profiter des économies de grande échelle.

Le programme voulait :

- établir des informations sur l'agriculture biologique sur une base objective,
- investir « non en béton mais plutôt en têtes » afin de valoriser au maximum l'argent dépensé : i.e. améliorer l'information, la recherche et le transfert de technologie à tous les niveaux,
- envisager surtout la chaîne de production entière - paysan - transformateur - distributeur - consommateur - en huilant les articulations entre eux,
- utiliser des médias modernes pour la communication, faire attention que les mesures prises soient durables - même après la fin du financement public.

Le programme était structuré en quatre domaines :

- **production agricole,**
- **transformation,**
- **distribution et Consommateurs,**
- **recherche et transfert de technologies.**

Selon les exigences de chaque domaine il finançait :

- du matériel pédagogique,
- des cours de formation continue pour des conseillers, des vétérinaires, des cuisiniers, des vendeurs etc.

- des séminaires d'informations pour ceux qui étaient intéressés pour convertir leur production,
- des reportages montrant des exemples encourageants d'acteurs de la branche,
- la présentation de l'agriculture biologique sur différentes foires et salons,
- l'installation d'un réseau national de fermes bio de démonstration prêtes à accueillir des paysans et des consommateurs,
- un portail Internet www.oekolandbau.de servait comme base de communication et d'information pour le programme entier.

Un accent important a été mis sur une campagne d'information des consommateurs sur le système de production d'aliments biologiques avec 15 millions d'euros en 2002 et 8 millions en 2003. On s'y servait des moyens de la publicité autant que des relations publiques qui tiraient profit de la disposition des médias à bien vouloir reprendre le sujet de l'agriculture bio.

Un autre point principal était la recherche. Une multitude de projets de recherche a pu être lancés, traitant des problèmes techniques qui ont été soulevés par les acteurs de la branche. Même avec les 4,8 millions d'euros prévus en 2002 et les 9,5 millions prévus en 2003, on n'a pas pu financer des programmes de recherche à long terme, on a quand même réussi à faire l'inventaire des connaissances existantes et à mieux lier les praticiens avec les scientifiques.

Un processus d'évaluation à la fin de l'année 2003 servait à mieux cerner les mesures, à continuer dans le programme. A partir de 2004, il a été continué avec un volume de 18 millions d'euros. Le nouveau gouvernement, en fonction depuis octobre 2005, a signalé qu'il allait continuer ce programme - même s'il faudra attendre à ce que les réductions de budget n'épargnent pas l'agriculture biologique....

Comme dans le cas du Bio-Siegel, il est très difficile de décider, à quel degré le programme fédéral a pu atteindre ses buts. Il n'est guère étonnant qu'il y ait aussi des voix critiques à son égard. Néanmoins, la majorité des acteurs de la branche est convaincue que le bon développement du secteur a quand même été influencé par ce programme.

Les exigences d'une politique future pour l'agriculture Biologique

Même si l'exigence de continuer une politique nationale pour le développement de l'agriculture biologique reste importante, il y a à présent trois autres thèmes de portée européenne qui préoccupent les acteurs de la branche : le financement du deuxième pilier de la politique agricole commune, la proposition de la Commission Européenne pour un nouveau règlement pour l'agriculture biologique et les plans d'introduire des Organismes Génétiquement Modifiés dans l'agriculture.

Pour le premier de ces thèmes, notre position est vite exprimée : Il est inacceptable que le financement pour le développement rural et l'agriculture bio soit réduit de presque 50% à partir de 2007. Cela signifierait abus de confiance envers tous ceux qui ont compté sur une politique agraire qui récompense des performances au lieu de transférer de l'argent sans contrepartie. Et cela prive les paysans de la chance de participer à un marché qui a de l'avenir et qui trouvera ses fournisseurs ailleurs si nos paysans ne savent pas le servir.

Pour le deuxième thème, il me faudrait un deuxième discours pour aborder tous les détails. Mais on ne peut pas trop faire remarquer que l'avenir du secteur biologique est sérieusement en jeu.

Tout d'abord le calendrier prévu par la présidence autrichienne ne permet pas une vraie participation du secteur privé - qui pourtant aura à porter les conséquences du nouveau règlement. Les différents questionnaires de la Commission et les discussions par Internet ne peuvent pas remplacer la discussion d'un règlement entier qu'on a présenté à Noël, sans qu'on ait pu prendre positions sur des brouillons avant.

En présentant un décret complètement nouveau on abandonne l'état de droit péniblement acquis pendant 15 ans. Et en plus on nous demande d'accepter un décret dont les plus importants détails ne sont pas encore connus : tout ce qui est réglé actuellement dans les annexes va être laissé à discrétion de la Commission. Tout cela sans parler d'une multitude de détails problématiques dans la proposition actuelle, dont il faudrait avoir le temps de discuter à fond entre les acteurs et dans les états et entre différents pays. Un temps qu'il faut exiger d'autant plus que le nouveau règlement se sera en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 2009 !

Quant aux OGM, nous nous trouvons au milieu d'une discussion politique assez violente. Le dernier gouvernement avait décidé une loi sur le génie génétique dont l'accent pose sur la protection de la production agricole et de la production des aliments sans OGM. La responsabilité pour les dommages causés par la contamination avec des OGM et les devoirs de précaution sont clairement attribués à ceux qui veulent profiter de cette technologie. Les endroits précis des cultures OGM sont transparents. Malgré les assurances de l'industrie de génie génétique qu'une coexistence soit facilement maîtrisée, ces règlements empêchent les agriculteurs de lancer une production de plantes génétiquement modifiées. C'est sous la pression de l'industrie et des scientifiques intéressés d'avancer dans ce qu'ils estiment un progrès que le nouveau gouvernement fédéral allemand veut changer la loi actuellement en vigueur.

En même temps les indications de plus en plus fréquentes sur les risques de la technologie et surtout le refus de plus en plus marqué de l'industrie alimentaire se font sentir. Récemment le producteur le plus connu d'aliment pour bébés en Allemagne, la compagnie Hipp, a annoncé vouloir quitter le pays s'il ne peut plus être sûr de trouver les matières premières garanties sans OGM. Nos voisins en Autriche ou en Pologne se proposent comme fournisseurs, ayant décidé une politique stricte contre les OGM. Il est facile à comprendre que le secteur bio est très soucieux que cette discussion et surtout la pratique qui pourrait en résulter pourraient remettre en question son existence.

Mesdames et Messieurs, l'agriculture biologique en Europe a beaucoup à donner aux citoyens de ce continent. En accord avec la nature elle peut fournir des aliments de haute qualité, elle aide à conserver la nature et sa biodiversité, elle peut créer des emplois durables dans les régions rurales. Il vaut la peine de s'engager pour son développement - au niveau national comme au niveau de la Communauté européenne. Ce séminaire montre la volonté de se réunir pour cette tâche à travers les frontières - et je vous remercie beaucoup d'avoir eu la chance, d'y contribuer !

Intervention d'Andrea Ferrante – AIAB – lors des Assises Nationales de l'Agriculture Biologique 2007

Il convient de rappeler que la production et les paysans, c'est la base de toute l'agriculture biologique. Sans politique défendant la paysannerie, il est difficile de parler d'agriculture biologique. Comme en France, tout a commencé avec le Règlement européen de 1991 et surtout en 1992 avec les mesures agro-environnementales de la Politique Agricole Commune. Une dynamique assez importante s'instaure jusqu'à l'an 2000. L'inflexion qui suit est due à la politique de développement rural, qui est la cause de la faible croissance actuelle.

La surface bio italienne est importante pour les céréales et les fruits et légumes. La surface en herbe convertie à l'agriculture biologique est également très importante. Le développement de l'agriculture biologique italienne est hétérogène. La première région productrice est la Sicile, la deuxième est la Calabre. La production bio italienne a lieu pour l'essentiel au Sud, la consommation au Nord. Dans le Centre - Ouest de l'Italie, la Toscane et l'Emilie-Romagne ont une politique environnementale assez poussée. Régions riches, elles ont encouragé l'agriculture biologique : production et consommation y sont développées.

La majorité de la production est vendue en dehors des GMS - Grandes et Moyennes Surfaces - soit 60%. La force, le potentiel de développement du marché national est énorme en termes d'organisation des producteurs. La dynamique est très intéressante. Les magasins spécialisés sont un peu plus de mille, les restaurants privés sont peu nombreux. Les restaurants scolaires ont une part prépondérante. Un million de repas bio sont servis chaque jour pendant la période scolaire. C'est le plus important de nos marchés intérieurs. Chaque année, le nombre de restaurants scolaires converties au bio augmente, d'où un potentiel énorme. Les marchés paysans vont connaître un fort développement, une loi venant encadrer leur organisation. La vente directe a une importance exceptionnelle dans le bio. La base de l'agriculture bio réside dans les prix rémunérateurs pour les paysans. Les paysans ont choisi la vente directe car c'est une stratégie nouvelle, intéressante, de commercialisation. Le paysan bio a pour réflexe de recourir à la vente directe. La vente directe a un poids énorme en bio par rapport au conventionnel. C'est une mise en pratique de la multifonctionnalité de l'agriculture, avec l'agritourisme et d'autres services rendus par les exploitations agricoles à la collectivité. Un autre phénomène assez intéressant se développe très rapidement : ce sont les groupes d'achat solidaire. Ces groupes d'achat formés par des consommateurs font le choix d'acheter la production locale. Ils sont très motivés par l'achat de proximité. Nous en sommes encore à leurs prémices mais leur développement est très intéressant.

La dynamique de l'agriculture biologique italienne a quatre fondements :

- Le Règlement européen sur la bio ainsi que les mesures agro-environnementales. Les productions méditerranéennes bénéficient peu des aides de la Politique Agricole Commune. Le règlement a engendré les premières aides directes pour les agrumes soit 1 000 euros par hectare en conversion. De plus, 50 % du budget du Programme de Développement Rural 2000 - 2006 ont été dépensés avec les mesures agro-environnementales. Même si l'agriculture biologique a bénéficié d'une très faible part de ces dépenses, elle s'est bien développée grâce à ces fonds.
- La concurrence de l'Espagne, qui a fortement dopé la production.
- La part des GMS pour le bio est plus faible que la moyenne européenne en Italie. En revanche, les nombreux magasins spécialisés ont permis d'écouler la production locale.

- La restauration collective et les restaurants scolaires. En Italie, on pense qu'on peut « bien manger » et surtout que les enfants sont la chose la plus importante dans la famille. Les enfants doivent « bien manger ». Les politiques promouvant la bonne nourriture dans les restaurants scolaires sont généralement un succès électoral. Les municipalités ainsi que les parents d'élèves sont très intéressés par l'alimentation bio dans les restaurants scolaires. La dynamique portée par les restaurants scolaires a été très importante.

Les collectivités territoriales ont joué un rôle prépondérant dans le développement du bio en Italie. Historiquement en Italie, l'Etat est faible et les municipalités, très fortes. Depuis trois ans, la ville de Rome, notre capitale, a choisi pour ses restaurants scolaires une alimentation 100% bio hormis la viande. Chaque jour sont servis 160 000 repas bio, ce qui représente notre plus grand marché national. Rome est aussi la plus grande commune d'Italie avec 60 000 hectares. La municipalité gère deux exploitations agricoles sur un total de 3 600 hectares convertis en bio et produisant le lait ainsi que la mozzarella destinée aux restaurants scolaires. La filière est donc courte, la consommation locale. La Cité de l'autre économie vient d'être créée. Il est clair que l'agriculture bio remet en cause ce qu'est vraiment l'économie parce que nous faisons des produits différents, nous faisons des relations économiques différentes. Tout est nouveau et on est, si je puis dire, dans le débat de la décroissance. On est une nouvelle façon d'établir des relations entre producteur et consommateur. Ainsi, sur l'initiative de la municipalité de Rome, l'agriculture biologique occupe une place à part entière dans la Cité de l'autre économie. Enfin, la ville de Rome est devenue membre de la Fondation pour la recherche en agriculture biologique et biodynamique lancée l'année dernière par AIAB. Rome s'implique donc très fortement dans le bio et a promulgué un décret municipal pour un territoire sans OGM - Organismes Génétiquement Modifiés. La ville de Rome compte plus de 100 Groupes d'achat solidaire, ce qui représente une action de promotion de la filière courte. La plateforme logistique des producteurs biologiques au sein du grand marché des fruits et légumes de Rome a vu le jour récemment. La municipalité a joué un rôle non négligeable dans le développement du bio, non seulement à l'échelle régionale mais aussi dans toute l'Italie.

Pour nous, les OGM sont un sujet très important. On vient de lancer cette énorme coalition "Italie-Europe sans OGM". Elle regroupe des producteurs comprenant des agriculteurs conventionnels, des distributeurs, des artisans, des associations de protection de la nature et de l'environnement et des organisations de consommateurs. Tout le secteur de l'agroalimentaire italien est représenté. Nous avons fait un choix. Nous croyons que les OGM sont tout à fait inutiles. Au-delà du problème de santé et d'environnement : c'est inutile pour nous. Nous cherchons un modèle basé sur la qualité, un modèle basé sur la durabilité, un modèle lié au paysage, un modèle qui place les paysans au centre. Donc les OGM, qui représentent la standardisation, sont effectivement inutiles pour nous. Nous allons recueillir trois millions de signatures pour dire oui à ce modèle. A la fin de cette initiative - du 15 septembre au 15 novembre 2007 - nous allons revenir sur le Moratoire sur les OGM en Italie. C'est un défi, non seulement pour le bio. Si le bio veut rester sans contamination, il faut que toute l'agriculture reste indemne de toute contamination. Sur cette base, nous devons bâtir une alliance européenne. Le problème n'est pas le propre de l'Italie. Il faut une politique européenne pour résoudre le problème. Dommage que la Commission ne soit pas sur cette ligne jusqu'à maintenant.

L'AIAB est une structure assez similaire à la FNAB - Fédération Nationale d'Agriculture Biologique des régions de France. Depuis vingt ans, c'est une association fédérale basée sur les producteurs, techniciens, consommateurs qui sont membres de l'association et qui partagent ce modèle. Un modèle basé sur la nouvelle économie. Nous faisons de la recherche, de l'expérimentation, de la promotion et de l'information. Dans plus de 50 villes sont organisées des manifestations lors du "Dimanche bio", pour promouvoir la bio. Cette année, le thème est la coalition sans OGM et nous allons recueillir des signatures. Nous travaillons beaucoup sur le futur du bio : l'agriculture sociale. C'est une nouvelle idée

de la multifonctionnalité de l'agriculture et de son rôle dans le bien-être local. Nous allons accorder une importance particulière au refus du travail au noir avec une labellisation du respect du code du travail.

Le défi général consiste à organiser la production. Nous avons besoin, en Italie, d'organisations de producteurs bio. Nous avons également besoin d'un règlement européen spécifique à la bio pour les organisations de producteurs de fruits et légumes. Il nous faut aussi renforcer la communication et la confiance. Plus de quinze ans après l'arrivée du règlement européen, les consommateurs se demandent encore s'ils peuvent faire confiance à la production bio. C'est un problème de communication car le système de certification et de contrôle des productions biologiques est le plus fiable de toute l'agro-industrie italienne. Il faut également faire baisser les prix pratiqués au consommateur final, tout en conservant un prix rémunérateur pour les paysans. Le problème d'organisation de la filière fait monter les prix dans des proportions difficilement supportables pour le consommateur italien. Les produits bio ne sont pas destinés à une minorité, ce sont des produits pour tous. Enfin, il est nécessaire d'investir dans la recherche pour l'agriculture biologique. Le manque de recherche, énorme, se traduit par une pénurie de variétés ou encore par un manque de qualité lors des processus de transformation.

Pour ce qui concerne les défis politiques, la Loi nationale sur le bio à venir va établir l'intérêt national du bio et l'incompatibilité du bio avec les OGM. Nous allons également travailler sur les semences paysannes - les problèmes de semences de conservation que l'on ne peut pas échanger, sur le contrôle et le soutien de la restauration collective. D'autre part, nous disposons encore des 5 millions d'euros du Plan d'action national de 2005. Nous avons un Plan d'action de 30 millions d'euros pour les trois prochaines années. Enfin, chacun des quatre axes du Programme de Développement Rural est important pour le bio.

Il faut également augmenter la production de fruits et légumes, l'offre demeurant inférieure à la demande. D'une manière générale, il faut encourager les productions typiquement italiennes, qui ont un intérêt aux niveaux local, national et pour l'exportation. Dans l'approvisionnement des GMS allemandes et anglaises, l'Espagne, mieux organisée, représente pour l'Italie une concurrence assez forte.

Le bio, c'est la proximité et nous devons aussi nous concentrer sur le marché national. Nous avons été les premiers à exporter des produits bio. Cependant, l'export doit se développer après avoir bâti un marché national. Il y aura une hausse très importante de la vente directe et des marchés paysans, une hausse également très importante de la part des restaurants scolaires et de la restauration collective en général, comprenant les hôpitaux. Les hôpitaux sont encore plus importants que les restaurants scolaires. Nos amis de la restauration disent toujours qu'en termes de consommation, "il faut sept enfants pour un malade". Il y aura une hausse des magasins spécialisés ainsi qu'une hausse des groupes d'achat solidaire. Aujourd'hui, la croissance des GMS est faible car la qualité du bio est liée au producteur. De plus, ils continuent à vendre les produits bio dans un emballage en plastique. Le consommateur bio est intelligent : s'il voit plus de plastique que de poires, il va préférer les poires issues de l'agriculture intégrée. Ils doivent changer leur façon de vendre le bio et leur croissance sera difficile.

Mon dernier appel à tous les bio est qu'il faut s'ouvrir. Nous sommes un secteur assez important. Nous sommes 50 000 opérateurs en Italie, avec un million d'hectares. La période où il fallait parler uniquement entre nous, alors que tout le monde était contre nous, est révolue. Il faut s'ouvrir et commencer à avoir plus de professionnels, il faut défendre nos idées et avoir confiance pour parler aussi avec l'extérieur. Merci beaucoup.

Présentation de l'Agence BIO

Créée en novembre 2001 pour 5 ans et prorogée en novembre 2006 pour 5 ans renouvelables, l'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence BIO), est un groupement d'intérêt public localisé depuis mai 2005 à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

- **Qu'est-ce que l'Agence BIO ?**

L'Agence BIO rassemble des représentants des Pouvoirs publics – ministère de l'agriculture et de la pêche (MAP), ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (MEEDDAT) – et des professionnels (FNAB, APCA, Synabio et Coop de France) au sein de son Conseil d'administration.

L'Agence BIO est en relation étroite avec les partenaires ayant vocation à contribuer au développement de l'agriculture biologique, en particulier des organisations publiques, professionnelles et interprofessionnelles, chercheurs, circuits de distribution, organisations de protection de l'environnement et de défense des consommateurs.

Ces partenaires sont réunis au sein :

- du Grand Conseil d'Orientation (GCO), au moins une fois par an sous la présidence du Ministre chargé de l'agriculture ; le GCO donne son avis sur les orientations prises en matière de développement et de promotion de l'agriculture biologique ;
- des 4 commissions de l'Agence BIO, plate-forme de réflexions et de propositions :
 - observatoire
 - environnement et territoire
 - filières et marchés
 - communication

- **Les missions de l'Agence BIO**

Les missions de l'Agence BIO sont en particulier de :

- communiquer et informer sur l'agriculture biologique et ses produits, son impact environnemental, social et territorial,
- développer et approfondir l'observatoire national de l'agriculture biologique,
- faciliter la concertation entre partenaires et contribuer à la structuration des filières, au développement des marchés et des dynamiques inter-professionnelles,
- gérer les notifications des producteurs et autres opérateurs certifiés.

Les actions sont interdépendantes. C'est ainsi, par exemple, que les expertises réalisées dans le cadre de la commission « environnement et territoire » servent à enrichir l'observatoire et les actions de communication. De même, les travaux réalisés dans le cadre de l'observatoire et du suivi de conjoncture alimentent les réflexions de la commission « filières et marchés ».

L'Agence BIO a, par ailleurs, été chargée de créer et d'animer le comité de liaison Agence BIO/Interprofessions dans un triple objectif :

- concevoir puis cogérer un programme commun de communication,
- dégager les axes de développement et des moyens communs pour contribuer à lever les freins à la structuration des filières,
- créer des synergies pour la réalisation des autres actions.

- **Un observatoire élargi**

L'Agence BIO est également chargée de réaliser l'Observatoire national de l'agriculture biologique. Celui-ci est réalisé à partir de données fournies par les organismes certificateurs. Des informations complémentaires sont obtenues grâce aux formulaires de notification annuels remplis, sur une base volontaire, par les opérateurs dont les produits sont certifiés. D'autres informations proviennent des Offices agricoles, du SNM et de sources internationales. En parallèle, les correspondants dans les observatoires régionaux, partenaires de l'Agence BIO, sont consultés. La coopération entre les différents acteurs est développée le plus possible.

En 2006, une étude a été réalisée, avec le concours d'AND International et le cofinancement des offices agricoles d'intervention, en vue d'évaluer le marché des produits biologiques et de se doter d'instruments d'analyse. Cette étude a été reconduite en 2008, les résultats seront disponibles courant 2009.

Chaque année, le baromètre de perception et de consommation des produits biologiques, mis en place en octobre 2003, fournit des indicateurs d'évolution et des outils d'analyse.

L'Agence BIO gère par délégation du ministère de l'agriculture et de la pêche, depuis le 1^{er} janvier 2003, le dispositif de notification des opérateurs en agriculture biologique, obligatoire en vertu de la réglementation européenne – avec une simplification administrative en 2008 : la notification en ligne. Une base de données nationale de notification accessible par Internet aux organismes autorisés a pu ainsi être constituée.

Par le biais de l'Annuaire professionnel, qui découle de la gestion des notifications, mis en ligne le 1^{er} décembre 2004, les opérateurs en agriculture biologique peuvent se faire connaître auprès d'acheteurs éventuels et de prescripteurs d'opinion.

De plus, l'Agence BIO met actuellement en place l'observatoire national de la bio en restauration collective.

Enfin, elle rassemble des éléments d'analyse sur la situation internationale.